# PARLEMENT EUROPÉEN

*2004* *2009*

*Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures*

**2007/0228(CNS)**

10.9.2008

# AMENDEMENTS
# 43 - 159

**Projet de rapport**
**Ewa Klamt**
(PE409.459v02-00)

sur la proposition de directive du Conseil établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié

Proposition de directive
(COM(2007)0637 – C6-0011/2007 – 2007/0228(CNS))

AM_Com_LegReport

**Amendement 43**
**Armando França**

**Proposition de directive**
**Considérant 5 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***(5 bis) Le Parlement européen doit contribuer à promouvoir des politiques propres à stimuler le marché de l'emploi des États membres et à renforcer l'économie de l'Union européenne, sans compromettre le développement des pays tiers d'où sont originaires les immigrants. Dans cette perspective, la coopération avec ces pays est aujourd'hui essentielle à la réalisation d'un développement global durable et d'une politique de l'immigration adaptée. Et, s'il est vrai que la carte bleue a de l'importance pour l'économie européenne, elle comporte néanmoins le risque d'encourager la fuite des cerveaux, qu'il faut éviter. C'est pourquoi des mesures sont nécessaires pour promouvoir la "circulation des cerveaux", qui permettra le retour des immigrants hautement qualifiés dans leur pays d'origine.*** |

Or. pt

**Amendement 44**
**Armando França**

**Proposition de directive**
**Considérant 5 ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***(5 ter) Au cours des dernières décennies, l'Union européenne a mené une politique importante d'aide au développement des pays tiers les moins développés et il est fondamental que des accords de coopération soient établis avec ces pays,*** |

***notamment en matière d'immigration, propres à sauvegarder, d'une part, les intérêts de l'Union et, d'autre part, le développement des pays tiers et des pays d'origine des immigrants hautement qualifiés via, par exemple, des solutions permettant la "circulation des cerveaux".***

Or. pt

**Amendement 45**
**Giusto Catania**

**Proposition de directive**
**Considérant 6**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (6) Pour atteindre les objectifs du processus de Lisbonne, il importe également d'encourager la mobilité au sein de l'Union européenne des travailleurs hautement qualifiés qui en sont citoyens, et notamment des ressortissants des États membres qui ont adhéré en 2004 et en 2007. ***Lorsqu'ils mettent en œuvre la présente directive, les États membres sont tenus de respecter le principe de la préférence communautaire, consacré notamment dans les dispositions pertinentes des actes d'adhésion du 16 avril 2003 et du 25 avril 2005.*** | (6) Pour atteindre les objectifs du processus de Lisbonne, il importe également d'encourager la mobilité au sein de l'Union européenne des travailleurs hautement qualifiés qui en sont citoyens, et notamment des ressortissants des États membres qui ont adhéré en 2004 et en 2007. |

Or. it

**Amendement 46**
**Giusto Catania**

**Proposition de directive**
**Considérant 7**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (7) La présente directive vise également à contribuer à la réalisation de ces objectifs | (7) La présente directive vise également à contribuer à la réalisation de ces objectifs |

et à la résorption de ces pénuries de main-d'œuvre, en favorisant l'admission et la mobilité – aux fins d'un emploi hautement qualifié – des ressortissants de pays tiers pour des séjours excédant trois mois, de manière à rendre l'Union plus attrayante pour ces travailleurs du monde entier et à soutenir la compétitivité et la croissance économique de celle-ci. Pour atteindre ces objectifs, il y a lieu de faciliter l'admission des travailleurs hautement qualifiés et de leur famille, en instituant une procédure d'admission accélérée et en leur reconnaissant ***le droit à l'égalité de traitement avec les*** nationaux de leur État membre d'accueil ***dans une série de domaines de la vie socio-économique***. ***En ce qui concerne ces droits socio-économiques, la présente directive se fonde sur la disposition correspondante de la directive ... ["établissant une procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants de pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un État membre et établissant un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un État membre"].***

et à la résorption de ces pénuries de main-d'œuvre, en favorisant l'admission et la mobilité – aux fins d'un emploi hautement qualifié – des ressortissants de pays tiers pour des séjours excédant trois mois, de manière à rendre l'Union plus attrayante pour ces travailleurs du monde entier et à soutenir la compétitivité et la croissance économique de celle-ci. Pour atteindre ces objectifs, il y a lieu de faciliter l'admission des travailleurs hautement qualifiés et de leur famille, en instituant une procédure d'admission accélérée et en leur reconnaissant ***des droits socio-économiques équivalents à ceux des*** nationaux de leur État membre d'accueil.

Or. it

**Amendement 47**
**Jean Lambert**

**Proposition de directive**
**Considérant 10**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (10) Il y a lieu que la présente directive prévoie un système d'entrée souple axé sur la demande, reposant sur des critères objectifs, tels ***qu'un seuil salarial minimal comparable aux niveaux de rémunération pratiqués dans les États membres, et sur*** | (10) Il y a lieu que la présente directive prévoie un système souple axé sur la demande, reposant sur des critères objectifs, tels ***que*** les qualifications professionnelles. ***Le principe d'égalité de rémunération pour un même travail ou*** |

| | |
|---|---|
| les qualifications professionnelles. ***La définition d'un plus petit dénominateur commun pour le seuil salarial national est indispensable pour garantir un niveau minimal d'harmonisation des conditions d'admission dans l'Union. Les États membres doivent fixer leur seuil national en fonction de la situation de leur propre marché du travail et de leur politique générale en matière d'immigration.*** | ***un travail de valeur égale doit s'appliquer.*** |

Or. en

**Amendement 48**
**Roselyne Lefrançois**

**Proposition de directive**
**Considérant 10**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (10) Il y a lieu que la présente directive prévoie un système d'entrée souple axé sur la demande, reposant sur des critères objectifs, tels ***qu'un seuil salarial minimal comparable aux niveaux de rémunération pratiqués dans les États membres, et sur*** les qualifications professionnelles. ***La définition d'un plus petit dénominateur commun pour le seuil salarial national*** est indispensable pour garantir ***un niveau minimal d'harmonisation des conditions d'admission dans l'Union. Les États membres doivent fixer leur seuil national en fonction de la situation de leur propre marché du travail et de leur politique générale en matière d'immigration.*** | (10) Il y a lieu que la présente directive prévoie un système d'entrée souple axé sur la demande, reposant sur des critères objectifs, tels ***que*** les qualifications professionnelles. ***L'application du principe "à travail égal, salaire égal"*** est indispensable pour garantir ***un traitement équitable entre ressortissants nationaux et ressortissants de pays tiers.*** |

Or. fr

**Amendement 49**
**Marian-Jean Marinescu**

**Proposition de directive**
**Considérant 10**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (10) Il y a lieu que la présente directive prévoie un système d'entrée souple axé sur la demande, reposant sur des critères objectifs, tels ***qu'un seuil salarial minimal comparable aux niveaux de rémunération pratiqués dans les États membres, et sur*** les qualifications professionnelles. ***La définition d'un plus petit dénominateur commun pour le seuil salarial national est indispensable pour garantir un niveau minimal d'harmonisation des conditions d'admission dans l'Union. Les États membres doivent fixer leur seuil national en fonction de la situation de leur propre marché du travail et de leur politique générale en matière d'immigration.*** | (10) Il y a lieu que la directive prévoie un système d'entrée souple axé sur la demande, reposant sur des critères objectifs, tels ***que*** les qualifications professionnelles ***et les salaires fixés par les conventions collectives ou les pratiques applicables dans le secteur d'activités concerné des États membres***. |

Or. en

**Amendement 50**
**Javier Moreno Sánchez**

**Proposition de directive**
**Considérant 10**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (10) Il y a lieu que la présente directive prévoie un système d'entrée souple axé sur la demande, reposant sur des critères objectifs, tels ***qu'un seuil salarial minimal comparable aux niveaux de rémunération pratiqués dans les États membres, et sur*** les qualifications professionnelles. ***La définition d'un plus petit dénominateur commun pour le seuil salarial national est indispensable pour garantir un niveau minimal d'harmonisation des conditions*** | (10) Il y a lieu que la présente directive prévoie un système d'entrée souple axé sur la demande, ***la situation du marché du travail dans les États membres et la valeur ajoutée que peuvent apporter les travailleurs considérés et*** reposant sur des critères objectifs, tels ***que*** les qualifications professionnelles ***et l'expérience professionnelle***. Les États membres doivent fixer leur seuil national en fonction de la situation de leur propre marché du |

***d'admission dans l'Union.*** Les États membres doivent fixer leur seuil national en fonction de la situation de leur propre marché du travail et de leur politique générale en matière d'immigration.

travail et de leur politique générale en matière d'immigration.

Or. es

**Amendement 51**
**Jeanine Hennis-Plasschaert**

**Proposition de directive**
**Considérant 10**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (10) Il y a lieu que la présente directive prévoie un système d'entrée souple axé sur la demande, reposant sur des critères objectifs, tels qu'un seuil salarial minimal comparable aux niveaux de rémunération pratiqués dans les États membres, et sur les qualifications professionnelles. ***La définition d'un plus petit dénominateur commun pour le seuil salarial national est indispensable pour garantir un niveau minimal d'harmonisation des conditions d'admission dans l'Union.*** Les États membres doivent fixer leur seuil national en fonction de la situation de leur propre marché du travail et de leur politique générale en matière d'immigration. | (10) Il y a lieu que la présente directive prévoie un système d'entrée souple axé sur la demande, reposant sur des critères objectifs, tels qu'un seuil salarial minimal comparable aux niveaux de rémunération pratiqués dans les États membres, et sur les qualifications professionnelles. Les États membres doivent fixer leur seuil national en fonction de la situation de leur propre marché du travail et de leur politique générale en matière d'immigration. |

Or. en

*Justification*

*La fixation des salaires ne relève pas de la compétence de l'Union européenne.*

**Amendement 52**
**Jean Lambert**

**Proposition de directive**
**Considérant 11**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***(11) En ce qui concerne le seuil salarial, il convient de prévoir des dérogations au régime principal, en faveur des demandeurs hautement qualifiés de moins de 30 ans qui, en raison de leur expérience professionnelle relativement limitée et de leur situation sur le marché du travail, ne sont peut-être pas en mesure de satisfaire aux exigences salariales du régime principal, ou en faveur des demandeurs qui ont décroché dans l'Union leur diplôme de l'enseignement supérieur.*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 53**
**Marian-Jean Marinescu**

**Proposition de directive**
**Considérant 11**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***(11) En ce qui concerne le seuil salarial, il convient de prévoir des dérogations au régime principal, en faveur des demandeurs hautement qualifiés de moins de 30 ans qui, en raison de leur expérience professionnelle relativement limitée et de leur situation sur le marché du travail, ne sont peut-être pas en mesure de satisfaire aux exigences salariales du régime principal, ou en faveur des demandeurs qui ont décroché dans l'Union leur diplôme de l'enseignement supérieur.*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 54**
**Jeanine Hennis-Plasschaert**

**Proposition de directive**
**Considérant 11**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (11) En ce qui concerne le seuil salarial, il convient de prévoir des dérogations au régime principal, en faveur des demandeurs hautement qualifiés de moins de ***30 ans*** qui, en raison de leur expérience professionnelle relativement limitée et de leur situation sur le marché du travail, ne sont peut-être pas en mesure de satisfaire aux exigences salariales du régime principal, ou en faveur des demandeurs qui ont décroché dans l'Union leur diplôme de l'enseignement supérieur. | (11) En ce qui concerne le seuil salarial, il convient de prévoir des dérogations au régime principal, en faveur des demandeurs hautement qualifiés de moins de ***35 ans*** qui, en raison de leur expérience professionnelle relativement limitée et de leur situation sur le marché du travail, ne sont peut-être pas en mesure de satisfaire aux exigences salariales du régime principal, ou en faveur des demandeurs qui ont décroché dans l'Union leur diplôme de l'enseignement supérieur. |

Or. en

**Amendement 55**
**Giusto Catania**

**Proposition de directive**
**Considérant 15**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (15) La mobilité professionnelle et géographique des travailleurs hautement qualifiés des pays tiers doit être considérée comme un mécanisme essentiel pour améliorer l'efficacité du marché de l'emploi, prévenir les pénuries de main-d'œuvre qualifiée et corriger les déséquilibres régionaux. ***Afin de respecter le principe de la préférence communautaire et d'éviter d'éventuelles utilisations abusives du système, la mobilité professionnelle du travailleur*** | (15) La mobilité professionnelle et géographique des travailleurs hautement qualifiés des pays tiers doit être considérée comme un mécanisme essentiel pour améliorer l'efficacité du marché de l'emploi, prévenir les pénuries de main-d'œuvre qualifiée et corriger les déséquilibres régionaux. |

***hautement qualifié provenant d'un pays tiers devrait être limitée pendant les deux premières années durant lesquelles il séjourne légalement dans un État membre.***

Or. it

*Justification*

*Les restrictions suggérées dans l'article de la proposition de directive privent indûment certaines catégories de la population de la possibilité d'obtenir la carte bleue.*

**Amendement 56**
**Jeanine Hennis-Plasschaert**

**Proposition de directive**
**Considérant 15**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (15) La mobilité professionnelle et géographique des travailleurs hautement qualifiés des pays tiers doit être considérée comme un mécanisme essentiel pour améliorer l'efficacité du marché de l'emploi, prévenir les pénuries de main-d'œuvre qualifiée et corriger les déséquilibres régionaux. ***Afin de respecter le principe de la préférence communautaire et d'éviter d'éventuelles utilisations abusives du système, la mobilité professionnelle du travailleur hautement qualifié provenant d'un pays tiers devrait être limitée pendant les deux premières années durant lesquelles il séjourne légalement dans un État membre.*** | (15) La mobilité professionnelle et géographique des travailleurs hautement qualifiés des pays tiers doit être considérée comme un mécanisme essentiel pour améliorer l'efficacité du marché de l'emploi, prévenir les pénuries de main-d'œuvre qualifiée et corriger les déséquilibres régionaux. |

Or. en

*Justification*

*Il s'agit d'une contrainte inutile qui sape l'objectif de la proposition et qui ne contribue aucunement à rehausser l'attrait de l'Union européenne pour les travailleurs hautement*

*qualifiés.*

**Amendement 57**
**Marian-Jean Marinescu**

**Proposition de directive**
**Considérant 16**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (16) Au cours du premier séjour régulier du travailleur issu d'un pays tiers, la mobilité géographique de celui-ci au sein de l'Union devrait être contrôlée et fondée sur la demande. Après que l'intéressé a obtenu le statut communautaire de résident de longue durée, les États membres devraient lui accorder la préférence lorsqu'il exerce son droit à la mobilité au sein de l'Union. Il y a lieu de prévoir des dérogations à la directive 2003/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée, afin de ne pas pénaliser les travailleurs hautement qualifiés des pays tiers qui sont géographiquement mobiles mais n'ont pas encore obtenu le statut de résident de longue durée, et d'encourager les migrations géographiques et circulaires. | (16) Au cours du premier séjour régulier du travailleur issu d'un pays tiers, la mobilité géographique de celui-ci au sein de l'Union devrait être contrôlée et fondée sur la demande. Après que l'intéressé a obtenu le statut communautaire de résident de longue durée, les États membres devraient lui accorder la préférence ***par rapport aux autres travailleurs de pays tiers qui demandent une carte bleue européenne*** lorsqu'il exerce son droit à la mobilité au sein de l'Union. Il y a lieu de prévoir des dérogations à la directive 2003/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée, afin de ne pas pénaliser les travailleurs hautement qualifiés des pays tiers qui sont géographiquement mobiles mais n'ont pas encore obtenu le statut de résident de longue durée, et d'encourager les migrations géographiques et circulaires. |

Or. en

**Amendement 58**
**Emine Bozkurt**

**Proposition de directive**
**Considérant 17**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (17) Il convient de favoriser et de soutenir | (17) Il convient de favoriser et de soutenir |

la mobilité des travailleurs hautement qualifiés issus de pays tiers, entre la Communauté et leurs pays d'origine respectifs. Il y a lieu de prévoir des dérogations à la directive 2003/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée, afin de prolonger la période d'absence du territoire de la Communauté qui n'est pas prise en considération pour le calcul de la durée de résidence légale et ininterrompue nécessaire pour pouvoir bénéficier du statut communautaire de résident de longue durée. Il convient également d'autoriser des périodes d'absence plus longues que celles que prévoit la directive 2003/109/CE du Conseil après que le travailleur hautement qualifié issu d'un pays tiers a obtenu ce statut de résident de longue durée. Afin d'encourager la migration circulaire de la main-d'œuvre hautement qualifiée provenant de pays en développement, les États membres devraient envisager de recourir aux possibilités offertes à l'article 4, paragraphe 3, deuxième alinéa, et à l'article 9, paragraphe 2, de la directive 2003/109/CE du Conseil, pour autoriser des périodes d'absence plus longues que celles qui sont prévues dans cette directive. Par souci de cohérence notamment avec les objectifs de développement sous-jacents, ces dérogations ne devraient s'appliquer que s'il peut être prouvé que l'intéressé est retourné dans son pays d'origine pour y travailler, y étudier ou y exercer des activités bénévoles.

la mobilité des travailleurs hautement qualifiés issus de pays tiers, entre la Communauté et leurs pays d'origine respectifs. Il y a lieu de prévoir des dérogations à la directive 2003/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée, afin de prolonger la période d'absence du territoire de la Communauté qui n'est pas prise en considération pour le calcul de la durée de résidence légale et ininterrompue nécessaire pour pouvoir bénéficier du statut communautaire de résident de longue durée. Il convient également d'autoriser des périodes d'absence plus longues que celles que prévoit la directive 2003/109/CE du Conseil après que le travailleur hautement qualifié issu d'un pays tiers a obtenu ce statut de résident de longue durée. Afin d'encourager la migration circulaire de la main-d'œuvre hautement qualifiée provenant de pays en développement, les États membres devraient envisager de recourir aux possibilités offertes à l'article 4, paragraphe 3, deuxième alinéa, et à l'article 9, paragraphe 2, de la directive 2003/109/CE du Conseil, pour autoriser des périodes d'absence plus longues que celles qui sont prévues dans cette directive. Par souci de cohérence notamment avec les objectifs de développement sous-jacents, ***visés à l'article 178 du traité CE, il y a lieu de souligner cinq objectifs destinés à encourager la migration circulaire: 1) former un nombre suffisant de travailleurs dans les pays en développement pour permettre à ces derniers de répondre aux besoins de leur propre marché du travail; 2) encourager les travailleurs hautement qualifiés à rester dans leur pays d'origine; 3) promouvoir les retours volontaires dans le pays d'origine par une plus grande sécurité sur les plans social et financier; 4) appliquer une politique de recrutement éthique dans le cadre d'un code de conduite contraignant; 5) mettre en œuvre***

***des normes relatives à la double nationalité et à la reconnaissance mutuelle des diplômes***.

Or. en

*Justification*

*Limiter l'application des dérogations aux seuls cas où il peut être établi que le travailleur issu d'un pays tiers est retourné dans son pays d'origine pour y travailler, y étudier ou y exercer des activités bénévoles serait une contrainte administrative inutile et créerait un obstacle supplémentaire aux ressortissants de pays tiers qui souhaiteraient rentrer dans l'Union européenne après une période d'absence, par exemple dans les cas où ils seraient retournés dans leur pays d'origine pour des raisons personnelles ou familiales.*

**Amendement 59**
**Emine Bozkurt**

**Proposition de directive**
**Considérant 20**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (20) Lors de la mise en œuvre de la présente directive, les États membres doivent s'abstenir de pratiquer un recrutement ***actif*** dans les pays en développement dans les secteurs confrontés à des pénuries de ressources humaines. ***Il*** y a lieu d'élaborer des politiques et des principes de recrutement éthique applicables aux employeurs du secteur public ***et*** du secteur privé, et notamment du secteur de la santé, comme le soulignent les conclusions du Conseil et des États membres, du 14 mai 2007, sur un programme européen d'action visant à faire face à la pénurie grave de professionnels de la santé dans les pays en développement (2007-2013). Il convient d'étayer ceux-ci en élaborant des mécanismes, des lignes directrices et d'autres outils facilitant les migrations circulaires et temporaires, ainsi que d'autres mesures visant à minimiser les effets négatifs de l'immigration de personnels hautement qualifiés et à en maximaliser les effets positifs sur les pays en développement. Toute intervention en | (20) Lors de la mise en œuvre de la présente directive, les États membres doivent s'abstenir de pratiquer un recrutement dans les pays en développement dans les secteurs confrontés à des pénuries de ressources humaines***, dans les secteurs essentiels pour la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement des Nations unies, tels que les secteurs de la santé et de l'éducation, et dans les secteurs où cela pourrait entraver la capacité des pays en développement à fournir les services sociaux de base***. ***Dans les secteurs précités, il*** y a lieu d'élaborer des politiques et des principes de recrutement éthique applicables ***tant*** aux employeurs du secteur public ***qu'à ceux*** du secteur privé, et notamment du secteur de la santé, comme le soulignent les conclusions du Conseil et des États membres, du 14 mai 2007, sur un programme européen d'action visant à faire face à la pénurie grave de professionnels de la santé dans les pays en développement |

ce sens doit s'inscrire dans le cadre de la déclaration conjointe Afrique-UE sur la migration et le développement adoptée à Tripoli les 22 et 23 novembre 2006, et doit viser à établir la politique migratoire globale que le Conseil européen des 14 et 15 décembre 2006 a appelée de ses vœux.

(2007-2013). Il convient d'étayer ceux-ci en élaborant des mécanismes, des lignes directrices et d'autres outils facilitant les migrations circulaires et temporaires, ainsi que d'autres mesures visant à minimiser les effets négatifs de l'immigration de personnels hautement qualifiés et à en maximaliser les effets positifs sur les pays en développement. Toute intervention en ce sens doit s'inscrire dans le cadre de la déclaration conjointe Afrique-UE sur la migration et le développement adoptée à Tripoli les 22 et 23 novembre 2006, et doit viser à établir la politique migratoire globale que le Conseil européen des 14 et 15 décembre 2006 a appelée de ses vœux. ***Elle doit être décidée en concertation avec les partenaires sociaux des pays d'origine et des pays d'accueil dans les secteurs concernés. Les États membres, dans le cadre de la mise en œuvre de leurs politiques d'admission des travailleurs hautement qualifiés, se conforment à des codes de conduite.***

Or. en

**Amendement 60**
**Javier Moreno Sánchez**

**Proposition de directive**
**Considérant 20**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (20) Lors de la mise en œuvre de la présente directive, les États membres doivent s'abstenir de pratiquer un recrutement actif dans les pays en développement dans les secteurs confrontés à des pénuries de ressources humaines. Il y a lieu d'élaborer des politiques et des principes de recrutement éthique applicables aux employeurs du secteur public et du secteur privé, et notamment du secteur de la santé, comme | Lors de la mise en œuvre de la présente directive, les États membres doivent s'abstenir de pratiquer un recrutement actif dans les pays en développement dans les secteurs confrontés à des pénuries de ressources humaines***, conformément aux objectifs de la politique de coopération au développement de l'UE***. Il y a lieu d'élaborer des politiques et des principes de recrutement éthique applicables aux employeurs du secteur public et du secteur |

le soulignent les conclusions du Conseil et des États membres, du 14 mai 2007, sur un programme européen d'action visant à faire face à la pénurie grave de professionnels de la santé dans les pays en développement (2007-2013). Il convient d'étayer ceux-ci en élaborant des mécanismes, des lignes directrices et d'autres outils facilitant les migrations circulaires et temporaires, ainsi que d'autres mesures visant à minimiser les effets négatifs de l'immigration de personnels hautement qualifiés et à en maximaliser les effets positifs sur les pays en développement. Toute intervention en ce sens doit s'inscrire dans le cadre de la déclaration conjointe Afrique-UE sur la migration et le développement adoptée à Tripoli les 22 et 23 novembre 2006, et doit viser à établir la politique migratoire globale que le Conseil européen des 14 et 15 décembre 2006 a appelée de ses vœux.

privé, et notamment du secteur de la santé, comme le soulignent les conclusions du Conseil et des États membres, du 14 mai 2007, sur un programme européen d'action visant à faire face à la pénurie grave de professionnels de la santé dans les pays en développement (2007-2013)***, ainsi que d'autres secteurs particulièrement touchés comme celui de l'éducation et d'autres professions intimement liées à des piliers essentiels de l'État de droit comme la justice***. Il convient d'étayer ceux-ci en élaborant des mécanismes, des lignes directrices et d'autres outils facilitant les migrations circulaires et temporaires, ainsi que d'autres mesures visant à minimiser les effets négatifs de l'immigration de personnels hautement qualifiés et à en maximaliser les effets positifs sur les pays en développement. ***Ainsi, il importe que les États membres élaborent, en coopération avec les pays d'origine, des actions et programmes spécifiques pour compenser la perte de ressources humaines en offrant des appuis concrets à la formation de travailleurs hautement qualifiés dans des secteurs clés qui ont à souffrir de cette fuite des cerveaux.*** Toute intervention en ce sens doit s'inscrire dans le cadre de la déclaration conjointe Afrique-UE sur la migration et le développement adoptée à Tripoli les 22 et 23 novembre 2006 ***et des conclusions de la première session du Forum mondial sur la migration et le développement, qui s'est tenue en juillet 2007,*** et ***elle*** doit viser à établir la politique migratoire globale que le Conseil européen des 14 et 15 décembre 2006 a appelée de ses vœux.

Or. es

**Amendement 61**
**Emine Bozkurt**

**Proposition de directive**
**Considérant 20 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***(20 bis) Afin de limiter le recrutement dans les secteurs sensibles des pays en développement exposés au phénomène de l'exode des cerveaux ou à son aggravation, les États membres devraient se concentrer sur le recrutement de travailleurs hautement qualifiés issus de pays tels que les États-Unis, le Canada et l'Australie, en soulignant les avantages de l'environnement social et professionnel de l'Union européenne.*** |

Or. en

**Amendement 62**
**Roselyne Lefrançois**

**Proposition de directive**
**Article 2 - point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) «emploi hautement qualifié», l'exercice d'un travail ***réel et effectif, sous la direction de quelqu'un d'autre, pour lequel une personne est rémunérée et*** qui requiert un diplôme de l'enseignement supérieur ou au moins ***trois*** ans d'expérience professionnelle équivalente; | b) "emploi hautement qualifié", l'exercice d'un travail ***salarié*** qui requiert un diplôme de l'enseignement supérieur ou au moins ***cinq*** ans d'expérience professionnelle équivalente; |

Or. fr

**Amendement 63**
**Jeanine Hennis-Plasschaert**

**Proposition de directive**
**Article 2 - point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (b) "emploi hautement qualifié", l'exercice d'un travail réel et effectif, sous la direction de quelqu'un d'autre, pour lequel une personne est rémunérée et qui requiert un diplôme de l'enseignement supérieur ou ***au moins trois ans d'expérience*** professionnelle ***équivalente***; | (b) "emploi hautement qualifié", l'exercice d'un travail réel et effectif, sous la direction de quelqu'un d'autre, pour lequel une personne est rémunérée et qui requiert un diplôme de l'enseignement supérieur ou ***une expérience*** professionnelle ***adéquate***. |

Or. en

*Justification*

*Les employeurs sont parfaitement capables d'évaluer les qualifications et/ou l'expérience professionnelle requises.*

**Amendement 64**
**Marian-Jean Marinescu**

**Proposition de directive**
**Article 2 - point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (b) "emploi hautement qualifié", l'exercice d'un travail réel et effectif, ***sous la direction de quelqu'un d'autre, pour lequel une personne est rémunérée et*** qui requiert un diplôme de l'enseignement supérieur ou ***au moins trois ans d'expérience*** professionnelle ***équivalente***; | (b)"emploi hautement qualifié", l'exercice d'un travail réel et effectif, ***en tant que salarié,*** qui requiert un diplôme de l'enseignement supérieur ou ***une qualification*** professionnelle ***élevée***; |

Or. en

**Amendement 65**
**Emine Bozkurt**

**Proposition de directive**
**Article 2 - point f**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (f) "membres de la famille", les ressortissants de pays tiers définis à l'article 4, paragraphe 1, de la directive 2003/86/CE; | (f) "membres de la famille", les ressortissants de pays tiers définis à l'article 4, paragraphe 1, ***paragraphe 2, point b), et paragraphe 3,*** de la directive 2003/86/CE; |

Or. en

*Justification*

*L'exclusion des personnes visées à l'article 4, paragraphe 2, point b), de la directive 2003/86/CE est très peu souhaitable sur le plan humanitaire, tandis que celle des personnes visées à l'article 4, paragraphe 3, de cette même directive est discriminatoire vis-à-vis des couples non mariés engagés dans une relation durable.*

**Amendement 66**
**Jean Lambert**

**Proposition de directive**
**Article 2 - point g**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (g) "diplôme de l'enseignement supérieur", tout diplôme ou autre certificat délivré par une autorité compétente et attestant l'accomplissement d'un programme d'études supérieures, c'est-à-dire un ensemble de cours fournis par une institution éducative reconnue comme établissement d'enseignement supérieur par l'État dans lequel elle se situe. Ce diplôme est pris en considération aux fins de la présente directive à condition que les études nécessaires à son acquisition aient duré trois années au moins***;*** | (g) "diplôme de l'enseignement supérieur", tout diplôme ou autre certificat délivré par une autorité compétente et attestant l'accomplissement d'un programme d'études supérieures, c'est-à-dire un ensemble de cours fournis par une institution éducative reconnue comme établissement d'enseignement supérieur par l'État dans lequel elle se situe. Ce diplôme est pris en considération aux fins de la présente directive à condition que les études nécessaires à son acquisition aient duré trois années au moins***. Aux fins de la présente directive, afin de déterminer si un ressortissant d'un pays tiers a achevé ses études d'enseignement supérieur, il convient de se référer aux niveaux 5A et 6*** |

***de la classification internationale type de l'éducation, version 1997 (CITE 97);***

Or. en

**Amendement 67**
**Stavros Lambrinidis**

**Proposition de directive**
**Article 2 - point g**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (g) "diplôme de l'enseignement supérieur", tout diplôme ou autre certificat ***délivré par une autorité*** compétente et attestant l'accomplissement d'un programme d'études supérieures, c'est-à-dire un ensemble de cours fournis par une institution éducative reconnue comme établissement d'enseignement supérieur par l'État dans lequel elle se situe. Ce diplôme est pris en considération aux fins de la présente directive à condition que les études nécessaires à son acquisition aient duré trois années au moins; | (g) "diplôme de l'enseignement supérieur", tout diplôme ou autre certificat ***reconnu par l'autorité*** compétente ***de l'État membre*** et attestant l'accomplissement d'un programme d'études supérieures, c'est-à-dire un ensemble de cours fournis par une institution éducative reconnue comme établissement d'enseignement supérieur par l'État dans lequel elle se situe. Ce diplôme est pris en considération aux fins de la présente directive à condition que les études nécessaires à son acquisition aient duré trois années au moins; |

Or. en

**Amendement 68**
**Roselyne Lefrançois**

**Proposition de directive**
**Article 2 - point g**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| g) «diplôme de l'enseignement supérieur», tout diplôme ou autre certificat délivré par une autorité compétente et attestant l'accomplissement d'un programme d'études supérieures, c'est-à-dire un ensemble de cours fournis par une institution éducative reconnue comme établissement d'enseignement supérieur par | g) «diplôme de l'enseignement supérieur», tout diplôme ou autre certificat délivré par une autorité compétente et attestant l'accomplissement d'un programme d'études supérieures, c'est-à-dire un ensemble de cours fournis par une institution éducative reconnue comme établissement d'enseignement supérieur par |

| | |
|---|---|
| l'État dans lequel elle se situe. Ce diplôme est pris en considération aux fins de la présente directive à condition que les études nécessaires à son acquisition aient duré ***trois années*** au moins; | l'État dans lequel elle se situe. Ce diplôme est pris en considération aux fins de la présente directive à condition que les études nécessaires à son acquisition aient duré ***cinq années*** au moins; |

Or. fr

**Amendement 69**
**Javier Moreno Sánchez**

**Proposition de directive**
**Artícle 2 - point g**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (g) "diplôme de l'enseignement supérieur", tout diplôme ou autre certificat délivré par une autorité compétente et attestant l'accomplissement d'un programme d'études supérieures, c'est-à-dire un ensemble de cours fournis par une institution éducative reconnue comme établissement d'enseignement supérieur par l'État dans lequel elle se situe. Ce diplôme est pris en considération aux fins de la présente directive à condition que les études nécessaires à son acquisition aient duré ***trois années*** au moins; | (g) "diplôme de l'enseignement supérieur", tout diplôme ou autre certificat délivré par une autorité compétente et attestant l'accomplissement d'un programme d'études supérieures, c'est-à-dire un ensemble de cours fournis par une institution éducative reconnue comme établissement d'enseignement supérieur par l'État dans lequel elle se situe. Ce diplôme ***dûment homologué*** est pris en considération aux fins de la présente directive à condition que les études nécessaires à son acquisition aient duré ***quatre années*** au moins; |

Or. es

**Amendement 70**
**Jeanine Hennis-Plasschaert**

**Proposition de directive**
**Article 2 - point g**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (g) "diplôme de l'enseignement supérieur", tout diplôme ou autre certificat délivré par une autorité compétente et attestant | (g) "diplôme de l'enseignement supérieur ***pour les professions réglementées***", tout diplôme ou autre certificat délivré par une |

| | |
|---|---|
| l'accomplissement d'un programme d'études supérieures, c'est-à-dire un ensemble de cours fournis par une institution éducative reconnue comme établissement d'enseignement supérieur par l'État dans lequel elle se situe. Ce diplôme est pris en considération aux fins de la présente directive à condition que les études nécessaires à son acquisition aient duré trois années au moins***;*** | autorité compétente et attestant l'accomplissement d'un programme d'études supérieures, c'est-à-dire un ensemble de cours fournis par une institution éducative reconnue comme établissement d'enseignement supérieur par l'État dans lequel elle se situe. Ce diplôme est pris en considération aux fins de la présente directive à condition que les études nécessaires à son acquisition aient duré trois années au moins***. Pour les professions non réglementées, l'employeur décide du niveau du diplôme requis;*** |

Or. en

*Justification*

*Les employeurs sont parfaitement capables d'évaluer les qualifications et/ou l'expérience professionnelle requises.*

**Amendement 71**
**Roselyne Lefrançois**

**Proposition de directive**
**Article 2 - point h**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| h) «qualifications professionnelles élevées», des qualifications sanctionnées par un diplôme de l'enseignement supérieur ou étayées par ***trois années*** au moins d'expérience professionnelle équivalente; | h) "qualifications professionnelles élevées", des qualifications sanctionnées par un diplôme de l'enseignement supérieur ou étayées par ***cinq années*** au moins d'expérience professionnelle équivalente; |

Or. fr

**Amendement 72**
**Marian-Jean Marinescu**

**Proposition de directive**
**Article 2 - point h**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (h) ***"qualifications professionnelles élevées", des qualifications sanctionnées par un diplôme de l'enseignement supérieur ou étayées par trois années au moins d'expérience professionnelle équivalente;*** | (h) ***"compétence professionnelle élevée", une expérience professionnelle adéquate d'au moins six ans à un poste nécessitant un diplôme de l'enseignement supérieur;*** |

Or. en

**Amendement 73**
**Javier Moreno Sánchez**

**Proposition de directive**
**Article 2 - point h**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (h) "qualifications professionnelles élevées", des qualifications sanctionnées par un diplôme de l'enseignement supérieur ou étayées par trois années au moins d'expérience professionnelle équivalente; | (h) "qualifications professionnelles élevées", des qualifications sanctionnées par un diplôme de l'enseignement supérieur ***correspondant à quatre années au moins d'études*** ou étayées par trois années au moins d'expérience professionnelle équivalente; |

Or. es

**Amendement 74**
**Jeanine Hennis-Plasschaert**

**Proposition de directive**
**Article 2 - point h**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (h) "qualifications professionnelles | (h) "qualifications professionnelles |

| | |
|---|---|
| élevées", des qualifications sanctionnées par un diplôme de l'enseignement supérieur ou étayées par ***trois années au moins d'expérience*** professionnelle ***équivalente***; | élevées", des qualifications sanctionnées par un diplôme de l'enseignement supérieur***, dans le cas des professions réglementées,*** ou étayées par ***une expérience*** professionnelle ***adéquate***; |

Or. en

*Justification*

*Les employeurs sont parfaitement capables d'évaluer les qualifications et/ou l'expérience professionnelle requises.*

**Amendement 75**
**Ioannis Varvitsiotis**

**Proposition de directive**
**Article 2 - point h**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (h) "qualifications professionnelles élevées", des qualifications sanctionnées par un diplôme de l'enseignement supérieur ou étayées par trois années au moins d'expérience professionnelle équivalente; | (h) "qualifications professionnelles élevées", des qualifications sanctionnées par un diplôme de l'enseignement supérieur ou étayées par trois années au moins d'expérience professionnelle équivalente***. Aux fins de la présente directive, afin de déterminer si un ressortissant d'un pays tiers possède un diplôme de l'enseignement supérieur, il convient de se référer aux niveaux 5A et 6 de la classification internationale type de l'éducation, version 1997 (CITE 97);*** |

Or. en

*Justification*

*Cet amendement clarifie le point mentionné plus haut.*

**Amendement 76**
**Esther De Lange, Emine Bozkurt,**

**Proposition de directive**
**Article 2 - point i bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***(i bis) "migrant alternant titulaire d'une carte bleue européenne", un ressortissant d'un pays tiers qui a reçu une carte bleue européenne dans un premier État membre et qui exerce un emploi hautement qualifié dans un deuxième État membre, tout en demeurant un résident du premier État membre.*** |

Or. en

*Justification*

*Cet amendement définit la notion de "migrant alternant titulaire d'une carte bleue européenne", visée à l'article 19 bis (nouveau).*

**Amendement 77**
**Emine Bozkurt**

**Proposition de directive**
**Article 3 - paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. La présente directive s'applique aux ressortissants de pays tiers qui demandent leur admission sur le territoire d'un État membre afin d'y occuper un emploi hautement qualifié. | 1. La présente directive s'applique aux ressortissants de pays tiers qui demandent leur admission sur le territoire d'un État membre afin d'y occuper un emploi hautement qualifié ***ainsi qu'aux ressortissants de pays tiers séjournant déjà dans cet État membre et introduisant une demande de carte bleue***. |

Or. en

*Justification*

*Afin d'encourager, par exemple, les étudiants ayant effectué leurs études supérieures sur le territoire d'un État membre à demeurer au sein de l'UE, il serait logique que cette directive s'applique également à ceux d'entre eux qui souhaitent rester sur "le territoire d'un État membre afin d'y occuper un emploi hautement qualifié".*

**Amendement 78**
**Giusto Catania**

**Proposition de directive**
**Article 3 - paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***2. La présente directive ne s'applique pas aux ressortissants de pays tiers:***<br>***a) qui séjournent dans un État membre en tant que demandeurs de protection internationale ou dans le cadre de régimes de protection temporaire;***<br>***b) qui sont des réfugiés ou ont demandé la reconnaissance de la qualité de réfugié et dont la demande n'a pas encore fait l'objet d'une décision définitive;***<br>***c) qui ont demandé à séjourner dans un État membre en qualité de chercheur, au sens de la directive 2005/71/CE, afin d'y mener un projet de recherche;***<br>***d) qui sont membres de la famille de citoyens de l'Union ayant exercé ou exerçant leur droit à la libre circulation à l'intérieur de la Communauté;***<br>***e) qui bénéficient du statut de résident de longue durée dans un État membre conformément à la directive 2003/109/CE et font usage de leur droit de séjourner dans un autre État membre pour y exercer une activité économique en qualité de salarié ou d'indépendant;***<br>***f) qui entrent dans un État membre en application d'engagements contenus dans un accord international facilitant l'entrée et le séjour temporaire de certaines catégories de personnes physiques en rapport avec des activités de commerce et d'investissement;***<br>***g) dont l'expulsion a été suspendue pour*** | ***supprimé*** |

***des motifs de fait ou de droit.***

Or. it

*Justification*

*Les restrictions suggérées dans l'article de la proposition de directive privent indûment certaines catégories de la population de la possibilité d'obtenir la carte bleue.*

**Amendement 79**
**Roselyne Lefrançois**

**Proposition de directive**
**Article 3 - paragraphe 2 - point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| a) qui séjournent dans un État membre en tant que demandeurs de protection internationale ou dans le cadre de régimes de protection temporaire; | a) qui séjournent dans un État membre en tant que demandeurs de protection internationale ou dans le cadre de régimes de protection temporaire ***ou qui ont demandé une autorisation de séjour pour l'un ou l'autre de ces motifs et attendent une décision définitive sur leur statut***; |

Or. fr

**Amendement 80**
**Jeanine Hennis-Plasschaert**

**Proposition de directive**
**Article 3 - paragraphe 2 - point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (b) qui ***sont des réfugiés ou*** ont demandé la reconnaissance de la qualité de réfugié et dont la demande n'a pas encore fait l'objet d'une décision définitive; | (b) qui ont demandé la reconnaissance de la qualité de réfugié et dont la demande n'a pas encore fait l'objet d'une décision définitive; |

Or. en

**Amendement 81**
**Ioannis Varvitsiotis**

**Proposition de directive**
**Article 3 - paragraphe 2 - point g bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***(g bis) qui ont été admis sur le territoire d'un État membre en tant que travailleurs saisonniers.*** |

Or. en

*Justification*

*Cet amendement complète la liste des catégories.*

**Amendement 82**
**Emine Bozkurt**

**Proposition de directive**
**Article 3 - paragraphe 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 3. La présente directive est sans préjudice de tout accord futur entre la Communauté ou la Communauté et ses États membres, d'une part, et un ou plusieurs pays tiers, d'autre part, qui dresserait une liste des professions à exclure du champ de la présente directive afin d'assurer un recrutement éthique, dans les secteurs qui souffrent d'une pénurie de main-d'œuvre, en protégeant les ressources humaines des pays en développement signataires de ces accords. | 3. La présente directive est sans préjudice de tout accord futur entre la Communauté ou la Communauté et ses États membres, d'une part, et un ou plusieurs pays tiers, d'autre part, qui dresserait une liste des professions à exclure du champ de la présente directive afin d'assurer un recrutement éthique, dans les secteurs qui souffrent d'une pénurie de main-d'œuvre, ***dans les secteurs essentiels pour la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement des Nations unies, notamment les secteurs de la santé et de l'éducation, et dans les secteurs où cela pourrait entraver la capacité des pays en développement à fournir les services sociaux de base,*** en protégeant les ressources humaines des pays en développement signataires de ces accords. |

Or. en

**Amendement 83**
**Giusto Catania, Søren Bo Søndergaard**

**Proposition de directive**
**Article 3 - paragraphe 3 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***3 bis. L'État membre qui délivre une carte bleue européenne à un ressortissant hautement qualifié issu d'un pays tiers assure la formation de deux personnes du pays ou de la région d'origine du titulaire de la carte. Dans la mesure du possible, cette formation est dispensée dans la discipline de ce dernier.*** |

Or. en

*Justification*

*Les restrictions suggérées dans l'article de la proposition de directive privent indûment certaines catégories de la population de la possibilité d'obtenir la carte bleue.*

**Amendement 84**
**Jeanine Hennis-Plasschaert**

**Proposition de directive**
**Article 4 - paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. La présente directive n'affecte pas le droit des États membres d'adopter ou de conserver, pour les personnes auxquelles elle s'applique, des dispositions plus favorables quant aux conditions d'entrée et de séjour***, *sauf en ce qui concerne l'entrée dans le premier État membre***. | 2. La présente directive n'affecte pas le droit des États membres d'adopter ou de conserver, pour les personnes auxquelles elle s'applique, des dispositions plus favorables quant aux conditions d'entrée et de séjour. |

Or. en

*Justification*

*Les États membres devraient avoir la possibilité de conserver des dispositions plus favorables s'ils le souhaitent. Si un travailleur migrant est admis dans le cadre d'un régime national, il ne recevra pas de carte bleue.*

**Amendement 85**
**Armando França**

**Proposition de directive**
**Article 4 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Article 4 bis*** |
| | ***Critères d'octroi de la carte bleue européenne*** |
| | ***La carte bleue européenne ne peut être octroyée qu'aux immigrants hautement qualifiés originaires de pays tiers avec lesquels l'Union européenne a conclu préalablement des accords de coopération et de partenariat en matière de mobilité et d'immigration.*** |

Or. pt

**Amendement 86**
**Jeanine Hennis-Plasschaert**

**Proposition de directive**
**Article 5 - paragraphe 1 - point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (b) satisfaire aux conditions auxquelles la législation nationale subordonne l'exercice par les citoyens de l'UE de la profession ***réglementée*** indiquée dans le contrat de travail ou l'offre d'emploi ferme; | (b) satisfaire aux conditions auxquelles la législation nationale subordonne l'exercice par les citoyens de l'UE de la profession indiquée dans le contrat de travail ou l'offre d'emploi ferme; |

Or. en

**Amendement 87**
**Jeanine Hennis-Plasschaert**

**Proposition de directive**
**Article 5 - paragraphe 1 - point c**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***(c) pour les professions non réglementées, présenter les documents attestant qu'il possède les qualifications professionnelles élevées pertinentes pour l'activité ou le secteur mentionné dans le contrat de travail ou l'offre d'emploi ferme;*** | ***supprimé*** |

Or. en

*Justification*

*Les employeurs sont parfaitement capables d'évaluer les qualifications (dans le cas des professions non réglementées) et/ou l'expérience professionnelle requises.*

**Amendement 88**
**Wolfgang Kreissl-Dörfler**

**Proposition de directive**
**Article 5 - paragraphe 2 - alinéa 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. Outre les conditions stipulées au paragraphe 1, le salaire mensuel brut indiqué dans le contrat de travail ou l'offre d'emploi ferme ne doit pas être inférieur à un seuil salarial national défini et rendu public à cette fin par les États membres, qui sera au moins égal ***au triple du*** salaire ***mensuel minimum*** brut fixé par le droit national. | 2. Outre les conditions stipulées au paragraphe 1, le salaire mensuel brut indiqué dans le contrat de travail ou l'offre d'emploi ferme ne doit pas être inférieur au barème salarial national défini et rendu public à cette fin par les États membres, qui sera au moins égal ***à 2,2 fois le*** salaire ***moyen*** brut fixé par le droit national. |

Or. de

**Amendement 89**
**Jean Lambert**

**Proposition de directive**
**Article 5 - paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. ***Outre les conditions stipulées au paragraphe 1, le*** salaire mensuel brut indiqué dans le contrat de travail ou l'offre d'emploi ferme ***ne doit*** pas ***être*** inférieur ***à un seuil salarial national défini et rendu public à cette fin par les États membres, qui sera au moins égal au triple du salaire mensuel minimum brut fixé par le droit national***.<br>***Les États membres dont la législation ne fixe pas de salaire minimum définissent le seuil salarial national comme étant égal au moins au triple du revenu minimum en deçà duquel leurs citoyens ont droit à une aide sociale, ou comme établi dans les conventions collectives ou les pratiques applicables dans le secteur professionnel pertinent.*** | 2. Le salaire mensuel brut indiqué dans le contrat de travail ou l'offre d'emploi ferme ***n'est*** pas inférieur ***au salaire que reçoit ou recevrait un travailleur comparable dans le pays d'accueil***. |

Or. en

**Amendement 90**
**Roselyne Lefrançois**

**Proposition de directive**
**Article 5 - paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. Outre les conditions stipulées au paragraphe 1, le salaire mensuel brut indiqué dans le contrat de travail ou l'offre d'emploi ferme ne doit pas être inférieur à ***un seuil salarial national défini et rendu public à cette fin par les États membres, qui sera au moins égal au triple du salaire mensuel minimum brut fixé par le droit national.*** | 2. Outre les conditions stipulées au paragraphe 1, le salaire mensuel brut indiqué dans le contrat de travail ou l'offre d'emploi ferme ne doit pas être inférieur à ***la rémunération applicable à un ressortissant national exerçant un travail équivalent.*** |

***Les États membres dont la législation ne fixe pas de salaire minimum définissent le seuil salarial national comme étant égal au moins au triple du revenu minimum en deçà duquel leurs citoyens ont droit à une aide sociale, ou comme établi dans les conventions collectives ou les pratiques applicables dans le secteur professionnel pertinent.***

Or. fr

**Amendement 91**
**Marian-Jean Marinescu**

**Proposition de directive**
**Article 5 - paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. Outre les conditions stipulées au paragraphe 1, le salaire mensuel brut indiqué dans le contrat de travail ou l'offre d'emploi ferme ne doit pas être inférieur ***à un seuil salarial national défini et rendu public à cette fin par les États membres, qui sera au moins égal au triple du salaire mensuel minimum brut fixé par le droit national***. | 2. Outre les conditions stipulées au paragraphe 1, le salaire mensuel brut indiqué dans le contrat de travail ou l'offre d'emploi ferme ne doit pas être inférieur ***au salaire fixé par les conventions collectives ou les pratiques applicables dans le secteur d'activités concerné des États membres***. |
| ***Les États membres dont la législation ne fixe pas de salaire minimum définissent le seuil salarial national comme étant égal au moins au triple du revenu minimum en deçà duquel leurs citoyens ont droit à une aide sociale, ou comme établi dans les conventions collectives ou les pratiques applicables dans le secteur professionnel pertinent.*** | |

Or. en

**Amendement 92**
**Javier Moreno Sánchez**

**Proposition de directive**
**Artícle 5 - paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***2. Outre les conditions stipulées au paragraphe 1, le salaire mensuel brut indiqué dans le contrat de travail ou l'offre d'emploi ferme ne doit pas être inférieur à un seuil salarial national défini et rendu public à cette fin par les États membres, qui sera au moins égal au triple du salaire mensuel minimum brut fixé par le droit national.*** | ***supprimé*** |
| ***Les États membres dont la législation ne fixe pas de salaire minimum définissent le seuil salarial national comme étant égal au moins au triple du revenu minimum en deçà duquel leurs citoyens ont droit à une aide sociale, ou comme établi dans les conventions collectives ou les pratiques applicables dans le secteur professionnel pertinent.*** | |

Or. es

**Amendement 93**
**Jeanine Hennis-Plasschaert**

**Proposition de directive**
**Article 5 - paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. Outre les conditions stipulées au paragraphe 1, le salaire mensuel brut indiqué dans le contrat de travail ou l'offre d'emploi ferme ne doit pas être inférieur à un seuil salarial national défini et rendu public à cette fin par les États membres***, qui sera au moins égal au triple du salaire mensuel minimum brut fixé par le droit*** | 2. Outre les conditions stipulées au paragraphe 1, le salaire mensuel brut indiqué dans le contrat de travail ou l'offre d'emploi ferme ne doit pas être inférieur à un seuil salarial national rendu public à cette fin par les États membres. |

***national***.

***Les États membres dont la législation ne fixe pas de salaire minimum définissent le seuil salarial national comme étant égal au moins au triple du revenu minimum en deçà duquel leurs citoyens ont droit à une aide sociale, ou comme établi dans les conventions collectives ou les pratiques applicables dans le secteur professionnel pertinent.***

Or. en

*Justification*

*La fixation des salaires ne relève pas de la compétence de l'Union européenne.*

**Amendement 94**
**Inger Segelström**

**Proposition de directive**
**Article 5 - paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. Outre les conditions stipulées au paragraphe 1, le salaire mensuel brut indiqué dans le contrat de travail ou l'offre d'emploi ferme ne doit pas être inférieur à un seuil ***salarial*** national défini et rendu public à cette fin par les États membres, qui sera au moins égal au ***triple du*** salaire ***mensuel minimum*** brut fixé par le droit national. | 2. Outre les conditions stipulées au paragraphe 1, ***les États membres appliquent, le cas échéant, un ou plusieurs des critères suivants:*** |
| | ***(a)*** le salaire mensuel brut indiqué dans le contrat de travail ou l'offre d'emploi ferme ne doit pas être inférieur à un seuil national défini et rendu public à cette fin par les États membres, qui sera au moins égal ***à 1,7 fois le*** salaire ***moyen*** brut fixé par le droit national***;*** |
| | ***(b) dans les États membres où les salaires et les conditions d'emploi sont régis par des conventions collectives entre les*** |

***partenaires sociaux et où la loi ne fixe pas de salaire minimum ni de convention collective généralement applicable, les conditions de travail et d'emploi, y compris les salaires, ne doivent pas être inférieures au salaire que reçoit ou recevrait un travailleur comparable dans le pays d'accueil. Afin d'éviter la concurrence salariale, les syndicats ou leurs représentants locaux dans ces États membres sont informés de la fixation des salaires pour les travailleurs migrants et exercent une influence réelle sur ce processus.***

Or. en

*Justification*

*La résolution ne tient pas compte du modèle utilisé dans les pays scandinaves, où les employeurs et les travailleurs fixent les salaires et les autres conditions de travail dans le cadre de conventions collectives.*

**Amendement 95**
**Nicolae Vlad Popa**

**Proposition de directive**
**Article 5 - paragraphe 2 - alinéa 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. Outre les conditions stipulées au paragraphe 1, le salaire mensuel brut indiqué dans le contrat de travail ou l'offre d'emploi ferme ne doit pas être inférieur à un seuil ***salarial*** national défini et rendu public à cette fin par les États membres, qui sera au moins égal ***au triple du*** salaire ***mensuel minimum*** brut fixé par le droit national. | 2. Outre les conditions stipulées au paragraphe 1, le salaire mensuel brut indiqué dans le contrat de travail ou l'offre d'emploi ferme ne doit pas être inférieur à un seuil national défini et rendu public à cette fin par les États membres, qui sera au moins égal ***à 1,8 fois le*** salaire ***moyen*** brut fixé par le droit national. |

Or. en

*Justification*

*Dès lors que certains États membres n'ont pas fixé de salaire minimum, il est plus utile de prendre comme référence la rémunération moyenne brute. Pour attirer des travailleurs hautement qualifiés, il importe de fixer un barème salarial plus élevé.*

**Amendement 96**
**Emine Bozkurt**

**Proposition de directive – acte modificatif**
**Article 5 - paragraphe 2 – alinéa 2 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Le salaire mensuel brut indiqué dans le contrat de travail ou l'offre d'emploi ferme n'est pas inférieur au salaire que reçoit ou recevrait un travailleur comparable dans le pays d'accueil.*** |

Or. en

**Amendement 97**
**Emine Bozkurt**

**Proposition de directive**
**Article 5 - paragraphe 2 - alinéa 2 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Les États membres sont libres de déroger aux conditions salariales si le ressortissant issu d'un pays tiers ne participe qu'une seule fois au marché du travail du pays d'accueil, à condition qu'il réponde aux critères fixés à l'article 5, paragraphe 1, points b) et c), et que son salaire mensuel brut ne soit pas inférieur à celui que reçoit ou recevrait un travailleur comparable dans le pays d'accueil.*** |

Or. en

**Amendement 98**
**Esther De Lange, Emine Bozkurt**

**Proposition de directive**
**Article 5 - paragraphe 2 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***2 bis. Dans le cas des migrations dites alternantes, le demandeur est tenu de respecter les conditions fixées au paragraphe 1, points a), b) et c), et au paragraphe 2 du présent article, selon les obligations en vigueur dans le deuxième État membre.*** |

Or. en

*Justification*

*Ce paragraphe renvoie aux critères d'admission que doivent remplir les migrants "alternants" titulaires d'une carte bleue européenne.*

**Amendement 99**
**Wolfgang Kreissl-Dörfler**

**Proposition de directive**
**Article 5 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Article 5 bis*** |
| | ***Les États membres s'abstiennent de pratiquer un recrutement actif de personnes hautement qualifiées dans les secteurs des pays tiers qui présentent une pénurie ou un risque de pénurie de main-d'œuvre hautement qualifiée, en particulier les secteurs de la santé et de l'éducation.*** |

Or. de

**Amendement 100**
**Marian-Jean Marinescu**

**Proposition de directive**
**Article 6**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***Article 6*** | ***supprimé*** |
| ***Dérogation*** | |
| ***Dans le cas où la demande émane d'un ressortissant d'un pays tiers âgé de moins de 30 ans et titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur, les dérogations suivantes s'appliquent:*** | |
| ***(a) les États membres considèrent que la condition visée à l'article 5, paragraphe 2, est satisfaite si le salaire mensuel offert correspond au moins aux deux tiers du seuil salarial national défini conformément à l'article 5, paragraphe 2;*** | |
| ***(b) les États membres peuvent abandonner l'exigence de salaire visée à l'article 5, paragraphe 2, si le demandeur a effectué ses études d'enseignement supérieur sur place et obtenu un diplôme de licence et de mastère dans un établissement d'enseignement supérieur situé sur le territoire de la Communauté;*** | |
| ***(c) les États membres n'exigent pas de preuve d'expérience professionnelle en plus du diplôme d'enseignement supérieur, à moins que cela ne soit nécessaire pour répondre aux conditions fixées par la législation nationale pour l'exercice par des citoyens de l'UE de la profession réglementée indiquée dans le contrat de travail ou l'offre d'emploi ferme.*** | |

Or. en

**Amendement 101**
**Ona Juknevičienė**

**Proposition de directive**
**Article 6 - partie introductive et point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Dans le cas où la demande émane d'un ressortissant d'un pays tiers âgé de moins de 30 ans et titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur, les dérogations suivantes s'appliquent: | Dans le cas où la demande émane d'un ressortissant d'un pays tiers âgé de moins de 30 ans et titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur, les dérogations suivantes s'appliquent: |
| (a) les États membres considèrent que la condition visée à l'article 5, paragraphe 2, est satisfaite si le salaire mensuel offert correspond au moins ***aux deux tiers du seuil salarial national défini conformément à l'article 5, paragraphe 2***; | (a) les États membres considèrent que la condition visée à l'article 5, paragraphe 2, est satisfaite si le salaire mensuel offert correspond ***à*** au moins ***1,7 fois le salaire moyen brut fixé par le droit national***; |

Or. en

*Justification*

*Ces amendement a pour but de garantir que, premièrement, les jeunes ressortissants issus de pays tiers soient rémunérés suffisamment, en tenant compte de leur manque d'expérience professionnelle, et que, deuxièmement, les employeurs ne donnent pas la préférence à des ressortissants de pays tiers qui accepteraient un emploi à un salaire inférieur à celui que recevrait un ressortissant de l'UE.*

**Amendement 102**
**Jean Lambert**

**Proposition de directive**
**Article 6 - partie introductive et point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Dans le cas où la demande émane d'un ressortissant d'un pays tiers ***âgé de moins de 30 ans et*** titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur, ***les dérogations suivantes s'appliquent***: | Dans le cas où la demande émane d'un ressortissant d'un pays tiers titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur, ***mais qui, eu égard à la date de l'obtention de ce diplôme, n'a pas eu suffisamment de temps pour acquérir une expérience professionnelle significative***: |

***(a) les États membres considèrent que la condition visée à l'article 5, paragraphe 2, est satisfaite si le salaire mensuel offert correspond au moins aux deux tiers du seuil salarial national défini conformément à l'article 5, paragraphe 2;***

Or. en

**Amendement 103**
**Jeanine Hennis-Plasschaert**

**Proposition de directive**
**Article 6 - partie introductive et point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Dans le cas où la demande émane d'un ressortissant d'un pays tiers âgé de moins de ***30 ans*** et titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur, les dérogations suivantes s'appliquent:<br>(a) les États membres considèrent que la condition visée à l'article 5, paragraphe 2, est satisfaite si le salaire mensuel offert correspond au moins aux deux tiers du seuil salarial national ***défini conformément à l'article 5, paragraphe 2***; | Dans le cas où la demande émane d'un ressortissant d'un pays tiers âgé de moins de ***35 ans*** et titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur, les dérogations suivantes s'appliquent:<br>(a) les États membres considèrent que la condition visée à l'article 5, paragraphe 2, est satisfaite si le salaire mensuel offert correspond au moins aux deux tiers du seuil salarial national; |

Or. en

*Justification*

*La fixation des salaires ne relève pas de la compétence de l'Union européenne.*

**Amendement 104**
**Jean Lambert**

**Proposition de directive**
**Article 6 - point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***(b) les États membres peuvent abandonner l'exigence de salaire visée à l'article 5, paragraphe 2, si le demandeur a effectué ses études d'enseignement supérieur sur place et obtenu un diplôme de licence et de mastère dans un établissement d'enseignement supérieur situé sur le territoire de la Communauté;*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 105**
**Ona Juknevičienė**

**Proposition de directive**
**Article 6 - point c**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (c) les États membres n'exigent pas de preuve d'expérience professionnelle en plus du diplôme d'enseignement supérieur, à moins que cela ne soit nécessaire pour répondre aux conditions fixées par la législation nationale pour l'exercice par des citoyens de l'UE de la profession réglementée indiquée dans le contrat de travail ou l'offre d'emploi ferme. | (c) les États membres ***ne peuvent pas exiger*** de preuve d'expérience professionnelle en plus du diplôme d'enseignement supérieur, à moins que cela ne soit nécessaire pour répondre aux conditions fixées par la législation nationale pour l'exercice par des citoyens de l'UE de la profession réglementée indiquée dans le contrat de travail ou l'offre d'emploi ferme. |

Or. en

**Amendement 106**
**Giusto Catania**

**Proposition de directive**
**Article 7**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***Article 7*** | ***supprimé*** |
| ***Volumes d'admission*** | |
| ***Les articles 5 et 6 ne portent pas atteinte au pouvoir qu'ont les États membres de déterminer des volumes d'admission de ressortissants de pays tiers aux fins d'emplois hautement qualifiés.*** | |

Or. it

**Amendement 107**
**Marian-Jean Marinescu**

**Proposition de directive**
**Article 7**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***Les articles 5 et 6 ne portent*** pas atteinte au pouvoir qu'ont les États membres de déterminer des volumes d'admission de ressortissants de pays tiers aux fins d'emplois hautement qualifiés. | ***L'article 5 ne porte*** pas atteinte au pouvoir qu'ont les États membres de déterminer des volumes d'admission de ressortissants de pays tiers aux fins d'emplois hautement qualifiés. |

Or. en

**Amendement 108**
**Javier Moreno Sánchez**

**Proposition de directive**
**Article 7**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Les articles 5 et 6 ne portent pas atteinte au | Les articles 5 et 6 ne portent pas atteinte au |

| | |
|---|---|
| pouvoir qu'ont les États membres de déterminer des volumes d'admission de ressortissants de pays tiers aux fins d'emplois hautement qualifiés. | pouvoir qu'ont les États membres de déterminer des volumes d'admission de ressortissants de pays tiers aux fins d'emplois hautement qualifiés ***en fonction de la situation sur leur marché du travail***. |

Or. es

**Amendement 109**
**Ioannis Varvitsiotis**

**Proposition de directive**
**Article 7**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Les articles 5 et 6 ne portent pas atteinte au pouvoir qu'ont les États membres de déterminer des volumes d'admission de ressortissants de pays tiers aux fins d'emplois hautement qualifiés. | Les articles 5 et 6 ne portent pas atteinte au pouvoir qu'ont les États membres de déterminer des volumes d'admission de ressortissants de pays tiers aux fins d'emplois hautement qualifiés. ***Les États membres conservent la possibilité de refuser l'octroi de permis de séjour pour certaines professions, certains secteurs économiques ou certaines régions.*** |

Or. en

*Justification*

*Il importe de prévoir une mesure exceptionnelle pour protéger des États, des régions ou des secteurs qui seraient en proie à des problèmes spécifiques.*

**Amendement 110**
**Marian-Jean Marinescu**

**Proposition de directive**
**Article 8 - paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Toute personne remplissant les conditions visées ***aux articles 5 et 6*** et ayant fait l'objet d'une décision positive publiée par les autorités compétentes se | 1. Toute personne remplissant les conditions visées ***à l'article 5*** et ayant fait l'objet d'une décision positive publiée par les autorités compétentes se voit délivrer |

voit délivrer une carte bleue européenne.

une carte bleue européenne.

Or. en

**Amendement 111**
**Giusto Catania**

**Proposition de directive**
**Article 8 - paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. La validité initiale d'une carte bleue européenne est de deux ans; elle est renouvelée au minimum pour la même durée. Si la période couverte par le contrat de travail est inférieure à deux ans, la carte bleue européenne est émise pour la durée du contrat de travail plus ***trois mois***. | 2. La validité initiale d'une carte bleue européenne est de deux ans; elle est renouvelée au minimum pour la même durée. Si la période couverte par le contrat de travail est inférieure à deux ans, la carte bleue européenne est émise pour la durée du contrat de travail plus ***six mois***. |

Or. it

**Amendement 112**
**Stavros Lambrinidis**

**Proposition de directive**
**Article 8 - paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. La validité initiale d'une carte bleue européenne est de ***deux ans***; elle est renouvelée ***au minimum*** pour ***la même durée***. Si la période couverte par le contrat de travail est inférieure à deux ans, la carte bleue européenne est émise pour la durée du contrat de travail plus trois mois. | 2. La validité initiale d'une carte bleue européenne est de ***trois ans***; elle est renouvelée pour ***deux années supplémentaires***. Si la période couverte par le contrat de travail est inférieure à deux ans, la carte bleue européenne est émise pour la durée du contrat de travail plus trois mois. |

Or. en

**Amendement 113**
**Jeanine Hennis-Plasschaert**

**Proposition de directive**
**Article 8 - paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. La validité initiale d'une carte bleue européenne ***est de deux ans***; elle est renouvelée au minimum pour la même durée. ***Si la période couverte par le contrat de travail est inférieure à deux ans, la carte bleue européenne est émise pour la durée du contrat de travail plus trois mois.*** | 2. La validité initiale d'une carte bleue européenne ***correspond à la durée du contrat de travail, à concurrence d'une durée minimale d'un an***; elle est renouvelée au minimum pour la même durée***, jusqu'à un maximum de cinq ans***. |

Or. en

**Amendement 114**
**Jeanine Hennis-Plasschaert**

**Proposition de directive**
**Article 8 - paragraphe 5**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 5. Les titulaires de la carte bleue européenne bénéficient des droits que leur ***reconnaissent***, ainsi qu'aux membres de leur famille, ***les articles 8, 10, paragraphe 2, 12, 13 à 19 et 21 de*** la présente directive. | 5. Les titulaires de la carte bleue européenne bénéficient des droits que leur ***reconnaît***, ainsi qu'aux membres de leur famille, la présente directive. |

Or. en

**Amendement 115**
**Marian-Jean Marinescu**

**Proposition de directive**
**Article 9 - paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres rejettent la demande de carte bleue européenne dès lors que le | 1. Les États membres rejettent la demande de carte bleue européenne dès lors que le |

| | |
|---|---|
| demandeur ne remplit pas les conditions énoncées ***aux articles 5 et 6***, ou que les documents présentés ont été obtenus par des moyens frauduleux, falsifiés ou altérés d'une quelconque manière. | demandeur ne remplit pas les conditions énoncées ***à l'article 5***, ou que les documents présentés ont été obtenus par des moyens frauduleux, falsifiés ou altérés d'une quelconque manière. |

Or. en

**Amendement 116**
**Giusto Catania**

**Proposition de directive**
**Article 9 - paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***2. Avant de prendre leur décision concernant une demande de carte bleue européenne, les États membres peuvent examiner la situation de leur marché du travail et appliquer leurs procédures nationales pour ce qui est des exigences relatives au pourvoi d'un poste vacant.*** | ***supprimé*** |
| ***Pour des motifs liés à la politique du marché du travail, les États membres peuvent accorder la préférence aux citoyens de l'Union, aux ressortissants de pays tiers lorsque cela est prévu par la législation communautaire, ainsi qu'à des ressortissants de pays tiers résidant légalement et percevant des prestations de chômage dans l'État membre concerné.*** | |

Or. it

**Amendement 117**
**Jean Lambert**

**Proposition de directive**
**Article 9 - paragraphe 2 - alinéa 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***Pour des motifs liés à la politique du marché du travail, les États membres peuvent accorder la préférence aux citoyens de l'Union, aux ressortissants de pays tiers lorsque cela est prévu par la législation communautaire, ainsi qu'à des ressortissants de pays tiers résidant légalement et percevant des prestations de chômage dans l'État membre concerné.*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 118**
**Jeanine Hennis-Plasschaert**

**Proposition de directive**
**Article 9 - paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***2. Avant de prendre leur décision concernant une demande de carte bleue européenne, les États membres peuvent examiner la situation de leur marché du travail et appliquer leurs procédures nationales pour ce qui est des exigences relatives au pourvoi d'un poste vacant.*** | ***supprimé*** |
| ***Pour des motifs liés à la politique du marché du travail, les États membres peuvent accorder la préférence aux citoyens de l'Union, aux ressortissants de pays tiers lorsque cela est prévu par la législation communautaire, ainsi qu'à des ressortissants de pays tiers résidant légalement et percevant des prestations de chômage dans l'État membre concerné.*** | |

Or. en

*Justification*

*L'application du critère du marché du travail ne contribue aucunement à rehausser l'attrait de l'Union européenne pour les travailleurs hautement qualifiés. Il importe de réduire les formalités administratives.*

**Amendement 119**
**Marian-Jean Marinescu**

**Proposition de directive**
**Article 9 - paragraphe 2 - alinéa 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. Avant de prendre leur décision concernant une demande de carte bleue européenne, les États membres peuvent examiner la situation de leur marché du travail et appliquer leurs procédures nationales pour ce qui est des exigences relatives au pourvoi d'un poste vacant. | 2. Avant de prendre leur décision concernant une demande de carte bleue européenne, les États membres peuvent examiner la situation de leur marché du travail et appliquer leurs procédures nationales ***et les procédures communautaires*** pour ce qui est des exigences relatives au pourvoi d'un poste vacant. |

Or. en

**Amendement 120**
**Marian-Jean Marinescu**

**Proposition de directive**
**Article 9 - paragraphe 2 - alinéa 2 et alinéa 2 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Pour des motifs liés à la politique du marché du travail, les États membres ***peuvent accorder*** la préférence aux citoyens de l'Union, aux ressortissants de pays tiers lorsque cela est prévu par la législation communautaire, ainsi qu'à des ressortissants de pays tiers résidant légalement et percevant des prestations de | Pour des motifs liés à la politique du marché du travail, les États membres ***accordent*** la préférence aux citoyens de l'Union, ***et peuvent accorder la préférence*** aux ressortissants de pays tiers lorsque cela est prévu par la législation communautaire, ainsi qu'à des ressortissants de pays tiers résidant légalement et percevant des |

| | |
|---|---|
| chômage dans l'État membre concerné. | prestations de chômage dans l'État membre concerné.<br><br>***Les États membres refusent les demandes de carte bleue européenne dans les secteurs du marché du travail où l'accès des travailleurs d'autres États membres est limité sur la base des dispositions transitoires contenues dans les actes d'adhésion du 16 avril 2003 et du 25 avril 2005.*** |

Or. en

**Amendement 121**
**Ioannis Varvitsiotis**

**Proposition de directive**
**Article 9 - paragraphe 2 – alinéa 1 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Les États membres peuvent refuser une demande de carte bleue européenne pour garantir le recrutement éthique dans les secteurs en proie à un manque de personnel qualifié dans les pays d'origine.*** |

Or. en

*Justification*

*Cet amendement vise à protéger les pays d'origine contre le phénomène de l'exode des cerveaux.*

**Amendement 122**
**Stavros Lambrinidis**

**Proposition de directive**
**Article 10 - paragraphe 1 – point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (a) lorsqu'elle a été obtenue par des moyens | (a) lorsqu'elle a été obtenue par des moyens |

| | |
|---|---|
| frauduleux, falsifiée ou altérée d'une quelconque manière***;*** | frauduleux, falsifiée ou altérée d'une quelconque manière***. Les États membres peuvent procéder au retrait ou refuser le renouvellement d'une carte bleue européenne délivrée en vertu de la présente directive dans les cas suivants:*** |

Or. en

**Amendement 123**
**Marian-Jean Marinescu**

**Proposition de directive**
**Article 10 - paragraphe 1 - point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (b) lorsqu'il apparaît que le titulaire ne remplissait pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée et de séjour *énoncés **aux articles 5 et 6***, ou bien que son séjour est motivé par d'autres raisons que celles pour lesquelles il a été autorisé; | (b) lorsqu'il apparaît que le titulaire ne remplissait pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée et de séjour *énoncées **à l'article 5***, ou bien que son séjour est motivé par d'autres raisons que celles pour lesquelles il a été autorisé; |

Or. en

**Amendement 124**
**Giusto Catania**

**Proposition de directive**
**Article 10 - paragraphe 3 - alinéa 1 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Les mesures d'ordre public ou de sécurité publique respectent le principe de proportionnalité et sont fondées exclusivement sur le comportement personnel de l'individu concerné. Le comportement de la personne concernée doit représenter une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société. Des*** |

***justifications non directement liées au cas individuel concerné ou tenant à des raisons de prévention générale ne peuvent être retenues.***

Or. it

**Amendement 125**
**Giusto Catania**

**Proposition de directive**
**Article 10 - paragraphe 3 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***3 bis. Si le ressortissant d'un pays tiers est déjà résident ou en séjour régulier sur le territoire d'un État membre, le dépôt du dossier de demande de carte bleue européenne confère le droit de demeurer sur le territoire de l'État où la demande a été déposée jusqu'à la fin de la procédure d'examen de cette dernière, y compris durant l'exercice d'un recours éventuel en cas de décision négative.*** |

Or. it

**Amendement 126**
**Hubert Pirker**

**Proposition de directive**
**Article 12 - paragraphe 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 3. Toute décision de rejet d'une demande de carte bleue européenne, ou de non-renouvellement ou de retrait d'une telle carte, est notifiée par écrit au ressortissant de pays tiers concerné et, le cas échéant, à son employeur, conformément aux procédures de notification prévues par la législation de l'État membre en question, et peut faire l'objet d'un recours | 3. Toute décision de rejet d'une demande de carte bleue européenne, ou de non-renouvellement ou de retrait d'une telle carte, est notifiée par écrit au ressortissant de pays tiers concerné et, le cas échéant, à son employeur, conformément aux procédures de notification prévues par la législation de l'État membre en question, et peut faire l'objet d'un recours |

| | |
|---|---|
| ***juridictionnel dans l'État membre en question***. La notification indique les motifs de la décision, les voies de recours éventuelles dont dispose l'intéressé, ainsi que le délai dans lequel il peut agir. | ***conformément à cette législation***. La notification indique les motifs de la décision, les voies de recours éventuelles dont dispose l'intéressé, ainsi que le délai dans lequel il peut agir. |

Or. de

*Justification*

*Il faut supprimer le terme "juridictionnel" pour laisser la liberté aux États membres de désigner une autorité administrative ou une autorité judiciaire comme instance de recours.*

**Amendement 127**
**Simon Busuttil**

**Proposition de directive**
**Article 12 - paragraphe 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 3. Toute décision de rejet d'une demande de carte bleue européenne, ou de non-renouvellement ou de retrait d'une telle carte, est notifiée par écrit au ressortissant de pays tiers concerné et, le cas échéant, à son employeur, conformément aux procédures de notification prévues par la législation de l'État membre en question, et peut faire l'objet d'un recours ***juridictionnel dans l'État membre en question***. La notification indique les motifs de la décision, les voies de recours éventuelles dont dispose l'intéressé, ainsi que le délai dans lequel il peut agir. | 3. Toute décision de rejet d'une demande de carte bleue européenne, ou de non-renouvellement ou de retrait d'une telle carte, est notifiée par écrit au ressortissant de pays tiers concerné et, le cas échéant, à son employeur, conformément aux procédures de notification prévues par la législation de l'État membre en question, et peut faire l'objet d'un recours ***devant l'autorité compétente de l'État membre désignée par cette législation***. La notification indique les motifs de la décision, les voies de recours éventuelles dont dispose l'intéressé, ainsi que le délai dans lequel il peut agir. |

Or. en

*Justification*

*L'organe compétent pour connaître de ces recours doit être désigné dans le respect de la législation des États membres. En outre, l'obligation de soumettre les décisions de rejet d'une*

*demande de carte bleue à un recours juridictionnel dans l'État membre concerné risque de provoquer des retards inutiles.*

**Amendement 128**
**Giusto Catania**

**Proposition de directive**
**Article 13 - paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Durant les deux premières années de son séjour légal ***dans l'État membre concerné*** en tant que titulaire d'une carte bleue européenne, ***l'accès*** au marché du travail ***de l'intéressé est limité à l'exercice des*** activités rémunérées qui remplissent les conditions d'admission visées aux articles 5 et 6. Toute modification des termes du contrat de travail ayant des conséquences pour les conditions d'admission ou tout changement de la relation de travail ***est subordonné à l'autorisation préalable,*** par écrit, ***des*** autorités compétentes de l'État membre de résidence, conformément aux procédures nationales et dans les délais fixés à l'article 12, paragraphe 1. | 1. Durant les deux premières années de son séjour légal en tant que titulaire d'une carte bleue européenne, ***l'intéressé peut avoir accès*** au marché du travail ***pour y exercer*** des activités rémunérées qui remplissent les conditions d'admission visées aux articles 5 et 6. Toute modification des termes du contrat de travail ayant des conséquences pour les conditions d'admission ou tout changement de la relation de travail ***doit être préalablement notifié***, par écrit, ***par les*** autorités compétentes de l'État membre de résidence, conformément aux procédures nationales et dans les délais fixés à l'article 12, paragraphe 1. |

Or. it

**Amendement 129**
**Marian-Jean Marinescu**

**Proposition de directive**
**Article 13 - paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Durant les deux premières années de son séjour légal dans l'État membre concerné en tant que titulaire d'une carte bleue européenne, l'accès au marché du travail de l'intéressé est limité à l'exercice des activités rémunérées qui remplissent les conditions d'admission visées ***aux articles*** | 1. Durant les deux premières années de son séjour légal dans l'État membre concerné en tant que titulaire d'une carte bleue européenne, l'accès au marché du travail de l'intéressé est limité à l'exercice des activités rémunérées qui remplissent les conditions d'admission visées ***à l'article 5***. |

***5 et 6***. Toute modification des termes du contrat de travail ayant des conséquences pour les conditions d'admission ou tout changement de la relation de travail est subordonné à l'autorisation préalable, par écrit, des autorités compétentes de l'État membre de résidence, conformément aux procédures nationales et dans les délais fixés à l'article 12, paragraphe 1.

Toute modification des termes du contrat de travail ayant des conséquences pour les conditions d'admission ou tout changement de la relation de travail est subordonné à l'autorisation préalable, par écrit, des autorités compétentes de l'État membre de résidence, conformément aux procédures nationales et dans les délais fixés à l'article 12, paragraphe 1.

Or. en

**Amendement 130**
**Giusto Catania**

**Proposition de directive**
**Article 13 - paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. Après ses deux premières années de séjour légal ***dans l'État membre concerné*** en tant que titulaire d'une carte bleue européenne, l'intéressé bénéficie de l'égalité de traitement avec les nationaux en ce qui concerne l'accès aux emplois ***hautement qualifiés***. Le titulaire de la carte bleue européenne informe les autorités compétentes de l'État membre de résidence de tout changement survenant dans sa relation de travail, conformément aux procédures nationales. | 2. Après ses deux premières années de séjour légal en tant que titulaire d'une carte bleue européenne, l'intéressé bénéficie de l'égalité de traitement avec les nationaux en ce qui concerne l'accès aux emplois. Le titulaire de la carte bleue européenne informe les autorités compétentes de l'État membre de résidence de tout changement survenant dans sa relation de travail, conformément aux procédures nationales. |

Or. it

**Amendement 131**
**Giusto Catania**

**Proposition de directive**
**Article 13 - paragraphe 5**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***5. Les États membres peuvent maintenir des restrictions concernant l'accès aux*** | ***supprimé*** |

***activités salariées et indépendantes dans les cas où la législation nationale ou communautaire existante réserve lesdites activités aux ressortissants nationaux ou aux citoyens de l'UE ou de l'EEE.***

Or. it

**Amendement 132**
**Giusto Catania**

**Proposition de directive**
**Article 13 - paragraphe 6**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***6. Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice du principe de la préférence communautaire consacré dans les dispositions pertinentes des actes d'adhésion du 16 avril 2003 et du 25 avril 2005.*** | ***supprimé*** |

Or. it

**Amendement 133**
**Marian-Jean Marinescu**

**Proposition de directive**
**Article 13 - pragraphe 6 - alinéa 1 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***(1 bis) Les États membres s'assurent qu'en cas de qualifications et compétences professionnelles équivalentes, aucun travailleur hautement qualifié national ou de l'Union ne sera privé d'un poste au profit d'un travailleur hautement qualifié issu d'un pays tiers.*** |

Or. fr

**Amendement 134**
**Giusto Catania**

**Proposition de directive**
**Article 14 - paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Le chômage ne constitue pas en soi une raison pour annuler une carte bleue européenne, à moins qu'il ne s'étende sur plus de ***trois mois*** consécutifs. | 1. Le chômage ne constitue pas en soi une raison pour annuler une carte bleue européenne, à moins qu'il ne s'étende sur plus de ***six mois*** consécutifs. |

Or. it

**Amendement 135**
**Hubert Pirker**

**Proposition de directive**
**Article 14 - paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Le chômage ne constitue pas en soi une raison pour annuler une carte bleue européenne, à moins qu'il ne s'étende sur plus de trois mois consécutifs. | 1. Le chômage ne constitue pas en soi une raison pour annuler une carte bleue européenne ***ou pour refuser de la renouveler***, à moins qu'il ne s'étende sur plus de trois mois consécutifs***; au début de sa période de chômage, le titulaire de la carte bleue avertit les autorités compétentes de l'État membre où il réside, conformément à la législation de ce pays.*** |

Or. de

*Justification*

*Le début de la période de chômage doit être notifié aux autorités compétentes de l'État membre afin qu'il soit possible de vérifier un dépassement éventuel de la période de trois mois consécutifs.*

**Amendement 136**
**Giusto Catania et Søren Bo Søndergaard**

**Proposition de directive**
**Article 14 - paragraphe 1 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***1 bis. Le titulaire de la carte bleue européenne a le droit de rester sur le territoire aussi longtemps qu'il prend part à des activités de formation afin d'approfondir ses compétences professionnelles ou dans une optique de requalification professionnelle.*** |

Or. en

**Amendement 137**
**Giusto Catania**

**Proposition de directive**
**Article 15 - paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***2. Les États membres peuvent restreindre les droits conférés au paragraphe 1, points c) et i), en ce qui concerne les bourses d'études et les procédures d'accès au logement social, aux cas dans lesquels le titulaire de la carte bleue européenne réside depuis au moins trois ans sur leur territoire ou a le droit d'y résider pendant une telle durée.*** | ***supprimé*** |

Or. it

**Amendement 138**
**Jean Lambert**

**Proposition de directive**
**Article 15 - paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***2. Les États membres peuvent restreindre les droits conférés au paragraphe 1, points c) et i), en ce qui concerne les bourses d'études et les procédures d'accès au logement social, aux cas dans lesquels le titulaire de la carte bleue européenne réside depuis au moins trois ans sur leur territoire ou a le droit d'y résider pendant une telle durée.*** | ***supprimé*** |

Or. en

*Justification*

*La directive "carte bleue" doit être conforme à la convention du Conseil de l'Europe relative au statut juridique du travailleur migrant (STE n° 93 du 24 novembre 1977), qui prévoit l'égalité de traitement avec les ressortissants nationaux en ce qui concerne le logement et l'assistance sociale et médicale.*

**Amendement 139**
**Jeanine Hennis-Plasschaert**

**Proposition de directive**
**Article 15 - paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***2. Les États membres peuvent restreindre les droits conférés au paragraphe 1, points c) et i), en ce qui concerne les bourses d'études et les procédures d'accès au logement social, aux cas dans lesquels le titulaire de la carte bleue européenne réside depuis au moins trois ans sur leur territoire ou a le droit d'y résider pendant une telle durée.*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 140**
**Emine Bozkurt**

**Proposition de directive**
**Article 15 - paragraphe 2 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***2 bis. Les titulaires d'une carte bleue européenne respectent également l'obligation d'intégration imposée par l'État membre où ils résident aux ressortissants issus de pays tiers. Les États membres qui n'imposent pas la participation aux programmes nationaux d'intégration encouragent lesdits titulaires à y prendre part afin de promouvoir leur intégration dans la vie sociale européenne. La Commission devrait élaborer un programme de formation préliminaire afin de familiariser les titulaires d'une carte bleue européenne avec l'Union européenne et ses États membres, de façon à encourager leur participation, ainsi que celle de leur famille, à la vie sociale nationale et européenne.*** |

Or. en

**Amendement 141**
**Giusto Catania**

**Proposition de directive**
**Article 15 - paragraphe 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***3. Les États membres peuvent restreindre l'égalité de traitement en matière d'aide sociale aux cas dans lesquels le titulaire de la carte bleue européenne s'est vu accorder le statut de «résident de longue*** | ***supprimé*** |

***durée–CE», conformément à l'article 17.***

Or. it

**Amendement 142**
**Giusto Catania**

**Proposition de directive**
**Article 16 - paragraphe 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 3. Par dérogation à l'article 5, paragraphe 4, premier alinéa, de la directive 2003/86/CE, les permis de séjour des membres de la famille sont accordés au plus tard dans les six mois suivant la date du dépôt de la demande. | 3. Par dérogation à l'article 5, paragraphe 4, premier alinéa, de la directive 2003/86/CE, les permis de séjour des membres de la famille sont accordés ***dès que possible***, ***et en même temps que l'adoption de la décision de délivrance de la carte bleue européenne, mais, de toute manière***, au plus tard dans les six mois suivant la date du dépôt de la demande. |

Or. it

**Amendement 143**
**Jeanine Hennis-Plasschaert**

**Proposition de directive**
**Article 16 - paragraphe 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 3. Par dérogation à l'article 5, paragraphe 4, premier alinéa, de la directive 2003/86/CE, les permis de séjour des membres de ***la*** famille sont accordés ***au plus tard dans les six mois suivant la date du dépôt de la demande***. | 3. Par dérogation à l'article 5, paragraphe 4, premier alinéa, de la directive 2003/86/CE, les permis de séjour ***du titulaire de la carte bleue européenne et*** des membres de ***sa*** famille sont accordés ***simultanément***. |

Or. en

**Amendement 144**
**Ioannis Varvitsiotis**

**Proposition de directive**
**Article 17 - paragraphe 2 - point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (b) ***deux années*** de résidence légale et ininterrompue, précédant immédiatement la présentation de la demande de permis de séjour de résident de longue durée, en tant que titulaire d'une carte bleue européenne sur le territoire de l'État membre où la demande est déposée. | (b) ***trois années*** de résidence légale et ininterrompue, précédant immédiatement la présentation de la demande de permis de séjour de résident de longue durée, en tant que titulaire d'une carte bleue européenne sur le territoire de l'État membre où la demande est déposée. |

Or. en

*Justification*

*Il peut être souhaitable de porter à trois ans la durée de résidence sur le territoire de l'État membre concerné avant d'obtenir le statut de résident de longue durée.*

**Amendement 145**
**Javier Moreno Sánchez**

**Proposition de directive**
**Article 17 - paragraphe 4**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 4. Par dérogation à l'article 9, paragraphe 1, point c), de la directive 2003/109/CE, les États membres ***étendent*** à 24 mois consécutifs la durée pendant laquelle un titulaire d'une carte bleue européenne et les membres de sa famille ayant obtenu le statut de «résident de longue durée–CE» sont autorisés à s'absenter du territoire de la Communauté. | 4. Par dérogation à l'article 9, paragraphe 1, point c), de la directive 2003/109/CE, les États membres ***peuvent étendre*** à 24 mois consécutifs la durée pendant laquelle un titulaire d'une carte bleue européenne et les membres de sa famille ayant obtenu le statut de «résident de longue durée–CE» sont autorisés à s'absenter du territoire de la Communauté. |

Or. es

**Amendement 146**
**Javier Moreno Sánchez**

**Proposition de directive**
**Article 17 - paragraphe 5**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 5. Les dérogations à la directive 2003/109/CE énoncées aux paragraphes 3 et 4 s'appliquent uniquement dans les cas où le ressortissant de pays tiers concerné peut prouver que son absence du territoire de la Communauté était due à l'exercice d'une activité économique en tant que travailleur salarié ou indépendant, à la prestation d'un service volontaire ou au fait de suivre des études dans ***son*** pays d'origine. | 5. Les dérogations à la directive 2003/109/CE énoncées aux paragraphes 3 et 4 s'appliquent uniquement dans les cas où le ressortissant de pays tiers concerné peut prouver que son absence du territoire de la Communauté était due à l'exercice***,*** ***dans son pays d'origine,*** d'une activité économique en tant que travailleur salarié ou indépendant, à la prestation d'un service volontaire ou au fait de suivre des études***.*** ***La mobilité circulaire des travailleurs hautement qualifiés est ainsi encouragée ainsi que la participation ultérieurement de ces mêmes travailleurs migrants à des activités de formation ou de recherche ou à des activités techniques*** dans ***leur*** pays d'origine. |

Or. es

**Amendement 147**
**Ona Juknevičienė**

**Proposition de directive**
**Article 19 - paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1***. Après deux années de séjour légal dans le premier État membre en tant que*** titulaire d'une carte bleue européenne***,*** ***l'intéressé*** et les membres de sa famille sont autorisés à se rendre dans un autre État membre aux fins d'un emploi hautement qualifié, dans les conditions fixées au présent article. | 1. ***Le*** titulaire d'une carte bleue européenne et les membres de sa famille sont autorisés à se rendre dans un autre État membre aux fins d'un emploi hautement qualifié, dans les conditions fixées au présent article. |

Or. en

**Amendement 148**
**Jean Lambert**

**Proposition de directive**
**Article 19 - paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Après deux années de séjour légal dans le premier État membre en tant que titulaire d'une carte bleue européenne, l'intéressé et les membres de sa famille sont autorisés à se rendre dans un autre État membre aux fins d'un emploi ***hautement qualifié***, dans les conditions fixées au présent article. | 1. Après deux années de séjour légal dans le premier État membre en tant que titulaire d'une carte bleue européenne, l'intéressé et les membres de sa famille sont autorisés à se rendre dans un autre État membre aux fins d'un emploi, dans les conditions fixées au présent article. |

Or. en

**Amendement 149**
**Jeanine Hennis-Plasschaert**

**Proposition de directive**
**Article 19 - paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. ***Après deux années de séjour légal dans le premier État membre en tant que*** titulaire d'une carte bleue européenne***, l'intéressé*** et les membres de sa famille sont autorisés à se rendre dans un autre État membre aux fins d'un emploi hautement qualifié, dans les conditions fixées au présent article. | 1. ***Le*** titulaire d'une carte bleue européenne et les membres de sa famille sont autorisés à se rendre dans un autre État membre aux fins d'un emploi hautement qualifié, dans les conditions fixées au présent article. |

Or. en

*Justification*

*Si l'on veut rehausser l'attrait de l'Union européenne aux yeux des travailleurs hautement qualifiés, il est contre-performant de soumettre leur mobilité intracommunautaire à une période d'attente de deux ans.*

**Amendement 150**
**Marian-Jean Marinescu**

**Proposition de directive**
**Article 19 - paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. Au plus tard un mois après son entrée sur le territoire du deuxième État membre, le titulaire de la carte bleue européenne notifie sa présence aux autorités compétentes de cet État membre et présente tous les documents prouvant qu'il remplit les conditions visées ***aux articles 5 et 6*** pour le deuxième État membre. | 2. Au plus tard un mois après son entrée sur le territoire du deuxième État membre, le titulaire de la carte bleue européenne notifie sa présence aux autorités compétentes de cet État membre et présente tous les documents prouvant qu'il remplit les conditions visées ***à l'article 5*** pour le deuxième État membre. |

Or. en

**Amendement 151**
**Marian-Jean Marinescu**

**Proposition de directive**
**Article 19 - paragraphe 3 - point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (a) de ***délivrer une*** carte bleue européenne et d'autoriser le demandeur à résider sur son territoire pour y occuper un emploi hautement qualifié si les conditions fixées dans le présent article sont remplies, conformément aux conditions énoncées aux articles 8 à 15; | (a) de ***renouveler la*** carte bleue européenne et d'autoriser le demandeur à résider sur son territoire pour y occuper un emploi hautement qualifié si les conditions fixées dans le présent article sont remplies, conformément aux conditions énoncées aux articles 8 à 15; |

Or. en

**Amendement 152**
**Marian-Jean Marinescu**

**Proposition de directive**
**Article 19 - paragraphe 3 - point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (b) de refuser de ***délivrer une*** carte bleue européenne et d'obliger le demandeur et les membres de sa famille, conformément aux procédures, y compris d'éloignement, prévues par le droit national, à quitter son territoire si les conditions fixées dans le présent article ne sont pas satisfaites. Le premier État membre réadmet aussitôt sans formalités le titulaire de la carte bleue européenne et les membres de sa famille. Les dispositions de l'article 14 sont applicables après la réadmission. | (b) de refuser de ***renouveler la*** carte bleue européenne et d'obliger le demandeur et les membres de sa famille, conformément aux procédures, y compris d'éloignement, prévues par le droit national, à quitter son territoire si les conditions fixées dans le présent article ne sont pas satisfaites. Le premier État membre réadmet aussitôt sans formalités le titulaire de la carte bleue européenne et les membres de sa famille. Les dispositions de l'article 14 sont applicables après la réadmission. |

Or. en

**Amendement 153**
**Jean Lambert**

**Proposition de directive**
**Article 19 - paragraphe 4**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***4. Les coûts liés au retour et à la réadmission du demandeur et des membres de sa famille sont à la charge de celui-ci, qui rembourse notamment, le cas échéant, les frais encourus par la puissance publique en application du paragraphe 3, point b).*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 154**
**Inger Segelström**

**Proposition de directive**
**Article 19 - paragraphe 4**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***4. Les coûts liés au retour et à la réadmission du demandeur et des membres de sa famille sont à la charge de celui-ci, qui rembourse notamment, le cas échéant, les frais encourus par la puissance publique en application du paragraphe 3, point b).*** | ***supprimé*** |

Or. sv

**Amendement 155**
**Jeanine Hennis-Plasschaert**

**Proposition de directive**
**Article 19 - paragraphe 5**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***5. Dans l'application du présent article, les États membres peuvent continuer d'appliquer des volumes d'admission tel qu'indiqué à l'article 7.*** | ***supprimé*** |

Or. en

*Justification*

*Toute mesure qui limite ou qui bloque la possibilité pour le titulaire d'une carte bleue européenne de travailler dans un autre État membre va à l'encontre de l'objectif de la présente proposition.*

**Amendement 156**
**Emine Bozkurt, Esther De Lange**

**Proposition de directive**
**Article 19 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
| --- | --- |
| | ***Article 19 bis*** |
| | ***1. Après vingt-quatre mois de séjour légal dans le premier État membre en tant que titulaire d'une carte bleue européenne, l'intéressé est autorisé, tout en résidant dans ce premier État, à exercer un emploi hautement qualifié dans un deuxième État membre. L'exercice d'un emploi dans un deuxième État membre est soumis à l'autorisation écrite préalable des autorités compétentes de cet État.*** |
| | ***2. Conformément aux procédures définies à l'article 12, le deuxième État membre examine la demande d'autorisation d'exercice transfrontalier d'un emploi hautement qualifié et informe par écrit le demandeur de sa décision:***<br>***(a) soit de délivrer l'autorisation et de permettre au demandeur d'exercer un emploi hautement qualifié sur son territoire si les conditions fixées à l'article 5, à l'exception du paragraphe 1, point d), sont remplies et si le demandeur a produit un document de voyage en cours de validité, tel que défini par le droit national, ainsi qu'une carte bleue européenne en cours de validité, délivrée par le premier État membre;***<br>***(b) soit de refuser l'autorisation dans une des hypothèses suivantes:***<br>***- les conditions fixées au paragraphe 2, point a), ne sont pas remplies;***<br>***- les documents présentés ont été obtenus par des moyens frauduleux, falsifiés ou altérés d'une quelconque manière;***<br>***- les volumes d'admission de ressortissants de pays tiers aux fins d'emplois hautement qualifiés, tels qu'ils ont été fixés par les États membres en*** |

***vertu de l'article 7, sont dépassés;***
***- les motifs de refus visés à l'article 9, paragraphe 2, sont d'application;***
***- les conditions visées à l'article 13, paragraphes 4, 5 ou 6, s'appliquent.***
***3. La période de validité de l'autorisation peut être limitée à la durée de validité de la carte bleue européenne délivrée par le premier État membre.***
***4. Les États membres procèdent au retrait ou refusent le renouvellement d'une autorisation délivrée en vertu du paragraphe 2, point a), dans les cas suivants:***
***(a) lorsqu'elle a été obtenue par des moyens frauduleux, falsifiée ou altérée d'une quelconque manière;***
***(b) lorsqu'il s'avère que son titulaire ne remplissait pas ou ne remplit plus les conditions énoncées au paragraphe 2, point a), du présent article.***
***5. En ce qui concerne les aspects visés à l'article 15, les migrants alternants titulaires d'une carte bleue européenne bénéficient de l'égalité de traitement avec les ressortissants nationaux du premier État membre qui se déplacent à des fins d'emploi dans le deuxième État membre.***

Or. en

*Justification*

*Cet amendement attire l'attention sur les migrations dites "alternantes". Après deux années de séjour légal dans le premier État membre, le titulaire d'une carte bleue peut, tout en continuant à résider dans cet État, demander à travailler dans un deuxième État membre. Plusieurs raisons d'ordre privé peuvent rendre ces migrations souhaitables: des motifs financiers, la disponibilité d'un logement ou l'intégration de la famille dans la communauté locale. Cette situation est surtout susceptible de se produire dans les régions frontalières des États membres.*

**Amendement 157**
**Jeanine Hennis-Plasschaert**

**Proposition de directive**
**Article 20 - paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. Lorsqu'un État membre décide d'appliquer les restrictions à l'accès au marché du travail prévues par l'article 14, paragraphe 3, de la directive 2003/109/CE, il accorde la préférence aux titulaires du permis de séjour "Résident de longue durée-CE/Titulaire de carte bleue européenne", par rapport aux autres ressortissants de pays tiers qui demandent à y résider pour les mêmes raisons. | 2. Lorsqu'un État membre décide d'appliquer les restrictions à l'accès au marché du travail prévues par l'article 14, paragraphe 3, de la directive 2003/109/CE ***et lorsque plusieurs candidats possèdent des qualifications équivalentes pour l'emploi en question***, il accorde la préférence aux titulaires du permis de séjour "Résident de longue durée-CE/Titulaire de carte bleue européenne", par rapport aux autres ressortissants de pays tiers qui demandent à y résider pour les mêmes raisons. |

Or. en

**Amendement 158**
**Javier Moreno Sánchez**

**Proposition de directive**
**Article 23**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Tous les trois ans, et pour la première fois [trois ans après la date de transposition de la présente directive] au plus tard, la Commission fait rapport au Parlement européen et au Conseil sur l'application de la présente directive dans les États membres et propose, le cas échéant, les modifications nécessaires. | Tous les trois ans, et pour la première fois [trois ans après la date de transposition de la présente directive] au plus tard, la Commission fait rapport au Parlement européen et au Conseil sur l'application de la présente directive dans les États membres, ***ainsi qu'en matière de lutte contre la fuite des cerveaux,*** et ***elle*** propose, le cas échéant, les modifications nécessaires. |

Or. es

**Amendement 159**
**Esther De Lange and Emine Bozkurt**

**Proposition de directive**
**Chapitre V - titre**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Séjour dans d'autres États membres | Séjour ***et travail*** dans d'autres États membres |

Or. en